



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9
Téléphone: (418) 525-0040 Télécopieur: (418) 525-0740
Courrier électronique: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca

Pour diffusion immédiate

Budget québécois 2014-2015 En perdre le sens du mot solidarité

Québec, le 20 février 2014 – En présentant son budget 2014-2015, le gouvernement du Québec se targue d’agir résolument en faveur de la solidarité pour touTEs les QuébécoISEs. Si telle est réellement sa volonté, le Collectif pour un Québec sans pauvreté lui conseille définitivement de reprendre l’exercice budgétaire parce que les annonces d’aujourd’hui appauvriront plus qu’elles n’enrichiront les QuébécoISEs au bas de l’échelle.

Depuis son élection, la solidarité est constamment mise de l’avant comme un pilier important de l’action de ce gouvernement. Or, la mise en perspective de certaines dépenses porte à réfléchir. « Les médecins ont vu leur rémunération presque doubler depuis 2005 alors que durant la même période, le revenu des personnes seules à l’aide sociale a diminué. S’il se montre très solidaire avec les médecins, le gouvernement devrait au moins l’être tout autant avec les personnes qui vivent la pauvreté, ce qui n’est pas le cas », d’affirmer Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif.

Les investissements associés à la lutte à la pauvreté, annoncés dans le budget 2014-2015, sont à ce point insuffisants qu’on peut à peine parler d’un pas dans la bonne direction : 6 millions de dollars pour une politique en itinérance et 270 millions de dollars pour la construction de 3 250 logements sociaux, dont 500 unités seront réservées à des personnes vivant des situations d’itinérance. « Les projets de solidarité du gouvernement se réduisent à ça pour la prochaine année? Disons que bien des gens resteront sur leur faim! », d’ajouter M. Petitclerc.

Le ministre de l’Économie et des Finances, M. Marceau, affirme que son gouvernement ne souhaite pas emprunter le « [...] chemin trop facile des hausses de taxes et d’impôts pour retourner à l’équilibre budgétaire. » Pourtant, en regard de ce budget et du précédent, cette affirmation ne tient tout simplement pas la route. S’il est vrai que les taxes et l’impôt ne bougent pas, les tarifs, eux, sont continuellement augmentés. « Qu’on parle des hausses de tarifs d’Hydro-Québec ou de l’augmentation annoncée des frais de garde, le gouvernement emprunte, non seulement la voie la plus facile, mais aussi la plus désastreuse : celle d’atteindre l’équilibre budgétaire sur le dos de la classe moyenne et des personnes les plus pauvres. Prenons l’exemple des frais de garderie : pour quelqu’un qui travaille au salaire minimum et qui vit déjà dans la pauvreté, l’augmentation proposée de 500 \$ est énorme. Avec deux enfants, c’est 1000 \$ de plus par année!», de renchérir M. Petitclerc.

En somme, ce budget tient plus de l'austérité qu'il ne le prétend et ce gouvernement n'est pas aussi solidaire qu'il le laisse croire. De sa solidarité durable on ne peut, pour l'instant, que prévoir la pauvreté permanente pour un nombre important de QuébécoisEs.

— 30 —

Renseignements : Marie-Noëlle Béland, responsable des communications

Cellulaire : 418-930-5969

Courriel : communications@pauvrete.qc.ca

Site Internet : **www.pauvrete.qc.ca**
